
Russie-Ukraine : opacité des réseaux énergétiques



Arnaud Dubien

Mai 2007

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2007

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

EUR-IFRI

22-28, AVENUE D'AUDERGHEM
B – 1040 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection électronique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Belarus, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (suivi éditorial et *peer review*).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

– Jérôme Guillet, « Gazprom, partenaire prévisible : relire les crises énergétiques Russie-Ukraine et Russie-Belarus », *Russie.Nei.Visions*, n° 18, février 2007 ;

– Christophe-Alexandre Paillard, « Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique », *Russie.Nei.Visions*, n° 17, mars 2007 ;

– Julien Vercueil, « La Russie et l'OMC : dernière ligne droite » ; *Russie.Nei.Visions*, n° 16, février 2007.

Auteur

Arnaud Dubien est rédacteur en chef des lettres d'information et d'analyse *Ukraine Intelligence* et *Russia Intelligence*. Diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, il a été précédemment chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Depuis janvier 2007, il est conseiller éditorial à *Foreign Policy* (édition française).

Ses recherches et ses publications portent sur la politique intérieure ukrainienne, les questions énergétiques en ex-URSS, les relations entre la Russie et les pays de la CEI, ainsi que sur la restructuration des industries navales et aéronautiques russes.

Sommaire

AUTEUR	2
SOMMAIRE	3
RESUME.....	4
INTRODUCTION	5
LES ORIGINES DE LA « GUERRE DU GAZ »	7
D'ITERA A ROSUKRENERGO : PETITE CHRONIQUE DES RELATIONS GAZIERES RUSSO-UKRAINIENNES SOUS LEONID KOUTCHMA.....	7
LA COALITION ORANGE EN QUETE DE RUPTURE	9
ACCORDS DU 4 JANVIER 2006 : LE TRIOMPHE DE ROSUKRENERGO	12
LES STRATEGIES GAZIERES DU GOUVERNEMENT IANOUKOVITCH	15
KLIIOUEV VS BOÏKO : LE NOUVEAU PARTAGE DU SECTEUR ENERGETIQUE	15
LE CONSORTIUM GAZIER, OU L'ETERNEL RETOUR	17
CONCLUSION.....	19

Résumé

La question énergétique est au cœur des défis économiques, politiques et stratégiques que doit affronter l'Ukraine. Survenant un an après la « révolution orange », la « guerre du gaz » a illustré la vulnérabilité de ce pays qui dépend à près de 80 % de ses importations pour sa consommation en gaz et dont l'économie est la plus énergivore du monde. La crise de la fin de l'année 2005 a également confirmé l'extrême opacité de la relation bilatérale avec la Russie, régie tout autant par les intérêts des réseaux gravitant autour de Gazprom que par ceux des États. Le retour au pouvoir de Viktor Ianoukovitch, à l'été 2006, a coïncidé avec un relatif apaisement des relations avec Moscou et un nouveau partage des sphères d'influence dans le secteur énergétique ukrainien.

Introduction

Le 4 janvier 2006, Moscou et Kiev annoncent la signature d'un accord entre Gazprom et son homologue Naftogaz Ukraïny sur les approvisionnements gaziers de l'Ukraine et les modalités de transit sur son territoire. Négocié dans le plus grand secret, ce document met un terme à la « guerre du gaz » qui avait culminé, le 1^{er} janvier, avec la suspension, par la Russie, de ses livraisons à son voisin slave. Il stipule notamment que l'ensemble des exportations gazières à destination de l'Ukraine sera désormais assuré par RosUkrEnerg (RUE), une société de droit suisse créée à parité par Gazprombank et la banque autrichienne Raiffaisen Investment AG, laquelle dit agir au nom d'intérêts ukrainiens non spécifiés.

Survenant un an après la « révolution orange », la guerre du gaz a illustré la vulnérabilité de l'Ukraine, pays dont l'économie est la plus énergivore du monde et qui dépend à près de 80 % de ses importations pour sa consommation en gaz¹. La crise de la fin de l'année 2005 a également confirmé le rôle central du facteur énergétique dans la diplomatie russe et ses implications pour l'Union européenne (UE), victime collatérale du bras de fer entre Moscou et Kiev². Au plan intérieur, la guerre du gaz a pesé lourdement sur la campagne des législatives du 26 mars 2006 en affaiblissant le président Viktor Iouchtchenko – critiqué de toutes parts pour sa gestion de la crise – et son parti, Union populaire Notre Ukraine.

Seront analysés ici, de manière à la fois rétrospective et prospective, les enjeux de la question gazière pour l'Ukraine. Quelles sont les origines et les conséquences des accords du 4 janvier 2006 ? Comment le retour de Viktor Ianoukovitch aux affaires, en août 2006, s'est-il traduit pour le secteur énergétique ukrainien ? Dans quelle mesure l'arrière-plan énergétique participe à la compréhension de la crise politique actuelle à Kiev ? Quels sont les véritables objectifs de Gazprom en Ukraine ? L'hypothèse retenue ici est que l'évolution de la coopération russo-ukrainienne dans le domaine gazier doit être interprétée tout autant à travers le prisme

¹ En 2005, l'Ukraine a consommé 140 millions de tonnes équivalent pétrole, dont la moitié en gaz, ce qui la place au dernier rang mondial pour l'indicateur de production par kilogramme équivalent pétrole consommé. Voir G. Duchêne et A. Dubien, « L'Ukraine au pied du mur », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1053, janvier-février 2006, p. 39. Pour les statistiques relatives au secteur énergétique ukrainien, voir Agence internationale de l'énergie (AIE), *Ukraine. Energy Policy Review 2006*, Paris, OCDE, 2006.

² A. Dubien, « Énergie : l'arme fatale du Kremlin », *Politique internationale*, n° 111, printemps 2006, p. 371-386.

des intérêts des personnes concernées qu'à travers ceux des entreprises ou des États.

Les origines de la « guerre du gaz »

D'Itera à RosUkrEnergo : petite chronique des relations gazières russo-ukrainiennes sous Leonid Koutchma

La coopération gazière constitue la sphère la plus opaque de la relation entre Moscou et Kiev. Sous la présidence de Leonid Koutchma (1994-2004) se mettent en place les éléments qui seront partiellement révélés à l'issue de la guerre du gaz de l'hiver 2005-2006, en particulier le rôle central des structures chargées de l'acheminement du gaz en provenance du Turkménistan, principal fournisseur de l'Ukraine³. Ces intermédiaires (Respublika, Itera, Eural Trans Gas, RosUkrEnergo), dont l'existence ne répond à aucun critère économique rationnel, ont en commun la dissimulation systématique de leurs actionnaires ou de leurs bénéficiaires réels⁴. Leur création et leur éviction successives illustrent les changements des rapports de forces au sein des élites énergétiques ukrainiennes et russes, sans toutefois que l'économie générale du système n'en soit affectée.

Itera, qui dominera le marché ukrainien du milieu des années 1990 à 2003, est une société de droit américain sise à Jacksonville, en Floride. Elle a été créée en 1994 par Igor Makarov, un Russe natif du Turkménistan, pays avec lequel il a effectué diverses opérations de négoce après l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) par le biais de la société chypriote Omrana. Itera présente la particularité d'être très liée aux responsables du complexe énergétique turkmène. L'adjoint d'Igor

³ Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Ukraine importe en moyenne entre 75 et 78 % de sa consommation annuelle de gaz naturel (76,4 milliards de m³ en 2005). Avant la signature des accords du 4 janvier 2006, qui accordent à RUE le rôle d'intermédiaire exclusif pour les livraisons de gaz à l'Ukraine, les importations en provenance du Turkménistan représentaient 44 % des besoins du pays, le reste étant couvert par les importations en provenance de Russie (30 à 33 %) et la production nationale. Voir AIE, *op. cit.* [1], p. 168 sq.

⁴ « Ukrainian Gas Traders, Domestic Clans and Russian Factors: A Test Case for Meso-mega Area Dynamics », document publié dans le cadre d'un programme de recherche du Slavic Research Center de l'Université d'Hokkaido, disponible sur <src-h.slav.hokudai.ac.jp/coe21/publish-e.html>.

Makarov à partir de 1996 n'est autre que Valéry Otchertsov, ancien vice-président du Soviet suprême du Turkménistan (1989-1991) puis ministre de l'Économie. Itera est par ailleurs affiliée aux équipes dirigeantes de Gazprom. C'est d'ailleurs cette proximité qui sera à l'origine de l'éviction d'Itera des schémas de livraisons du gaz turkmène à l'Ukraine. À partir de 2001, Vladimir Poutine cherche en effet à prendre le contrôle de Gazprom. Son nouveau président, Alexeï Miller, mettra plusieurs mois à marginaliser les réseaux de son prédécesseur, Rem Viakhirev, dont Itera était l'un des bastions.

C'est Eural Trans Gas (ETG) qui prend le relais au début de l'année 2003. Comme dans le cas d'Itera, ni Naftogaz Ukraïny – la compagnie publique ukrainienne destinataire du gaz turkmène – ni Gazprom – qui contrôle le réseau de gazoducs par lesquels il transite – ne sont présents au capital. Sise à Budapest, ETG est officiellement dirigée par Andras Knopp, un ex-secrétaire d'État à la Culture de la Hongrie communiste. L'avocat israélien Zeev Gordon affirme avoir enregistré ETG à la demande de Dmitri Firtach, un homme d'affaires ukrainien, à l'époque inconnu ou presque à Kiev, qui agit par le biais d'une structure offshore chypriote (Highrock Holdings). Très rapidement, des interrogations naîtront sur les propriétaires réels d'ETG, qui effectuera un bénéfice net de 220 millions de dollars⁵ en 2003.

En juillet 2004, les présidents Poutine et Koutchma – dont la succession à Kiev est lourde d'incertitudes – décident de créer une nouvelle structure pour le transit du gaz turkmène, RosUkrEnergo. Cette fois, Gazprom – par le biais de Gazprombank – prend 50 % des parts. Le reste est contrôlé par CentraGas Holding AG, filiale à 100 % de Raiffaisen Investment. Son mandataire, Wolfgang Putshek, déclarera agir pour le compte d'un « consortium d'hommes d'affaires et de sociétés ukrainiennes, bien connus dans les milieux gaziers » mais préférant garder l'anonymat⁶. L'identité des bénéficiaires ukrainiens sera à l'origine de nombreuses controverses, qui prendront une ampleur nouvelle lors de la guerre du gaz (*cf. infra*). Finalement, Dmitri Firtach et son associé, Ivan Foursine, reconnaîtront détenir respectivement 45 % et 5 % de RUE. La question centrale – agissent-ils pour le compte de tiers – reste ouverte. Le chef des services de sécurités ukrainiens (SBU), Alexandre Tourtchinov, un proche de Ioulia Timochenko, a déclaré à l'automne 2005 que RUE était lié à Semion Mogilevitch, un natif de Kiev, très actif à Budapest dans les années 1990. Soupçonné de diverses malversations (blanchiment d'argent entre autres), Mogilevitch – aujourd'hui réfugié à Moscou – est recherché par le FBI. Zeev Gordon déclarera en août 2005 que Semion Mogilevitch, dont il est le conseiller, connaît Dmitri Firtach, mais qu'il n'est nullement lié à RUE⁷. Iouri Boïko et Igor Voronine, président et vice-

⁵ À ce propos, voir *It's a Gas. Funny Business in the Turkmen-Ukraine Gas Trade*, Global Witness, avril 2006, p. 33 *sq.*, disponible sur <www.globalwitness.org>.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, p. 57.

président de Naftogaz Ukraïny en 2004, siègent initialement au comité de coordination de RUE. De retour aux affaires (*cf. infra*), ils nieront toutefois toute participation dans cette société.

Parallèlement aux enjeux – colossaux au plan financier – du négoce du gaz turkmène, la relation russo-ukrainienne est marquée par des tentatives récurrentes de Gazprom visant à prendre le contrôle du système ukrainien de gazoducs d'exportation, par lequel transite à ce jour l'essentiel du gaz russe livré à l'UE (environ 130 milliards de mètres cubes [m³] par an). C'est tout le sens du projet de consortium que Vladimir Poutine et Leonid Koutchma annoncent vouloir créer⁸, mais qui sera progressivement vidé de sa substance en raison de fortes réticences ukrainiennes⁹. Signe du caractère prioritaire de la relation avec l'Ukraine et de la part prépondérante qu'y occupe le facteur énergétique, Vladimir Poutine nomme, en mai 2001, Viktor Tchernomyrdine, ancien dirigeant de Gazprom et ex-Premier ministre, au poste d'ambassadeur de Russie à Kiev.

La coalition orange en quête de rupture

Dès leur prise de fonction, fin janvier-début février 2005, le président Viktor Iouchtchenko et son Premier ministre, Ioulia Timochenko, ont exprimé leur volonté de réformer en profondeur le système énergétique ukrainien et de remettre à plat la coopération bilatérale avec la Russie. Au plan interne, cela se traduit notamment par l'éviction du PDG de Naftogaz Ukraïny, Iouri Boïko – incarnation, aux

⁸ La création d'une structure chargée de l'exploitation des gazoducs d'exportation traversant le territoire ukrainien a été décidée en juin 2002 à Saint-Pétersbourg lors d'une rencontre tripartite Poutine-Koutchma-Schröder. Elle répond à une revendication ancienne de la Russie et de Gazprom : la sécurisation des exportations vers l'Europe de l'Ouest. Selon le président Koutchma, ce consortium doit permettre à l'Ukraine d'attirer les investissements nécessaires à la modernisation de son réseau de gazoducs.

⁹ Les discussions russo-ukrainiennes qui s'engagent à l'automne 2002 afin de concrétiser l'accord-cadre signé par les présidents révèlent de profondes divergences. La principale d'entre elles concerne la répartition des parts au sein de la nouvelle entité. Moscou exige une stricte parité – dont le principe avait été confirmé dans l'accord intergouvernemental signé le 7 octobre 2002 –, tandis que Kiev souhaite, pour des raisons de souveraineté, conserver 51 % des actions du futur consortium. Il n'y a pas non plus de consensus sur les modalités de fonctionnement du consortium : concession à des opérateurs ou privatisation partielle du réseau de gazoducs. Après la naissance officielle du consortium, enregistré à Kiev le 1^{er} janvier 2003, l'Ukraine privilégie une lecture « restrictive » du projet. Finalement, les gouvernements russe et ukrainien signent, le 19 août 2004, un accord de compromis : le consortium, qui ne comprend pas de représentants de pays tiers, ne sera chargé que de la construction et de la gestion du gazoduc Bogorodtchany-Oujgorod et non des infrastructures existantes. Voir A. Dubien, « L'énergie, vulnérabilité stratégique persistante de l'Ukraine », in A. de Tinguy (dir.), « L'Ukraine après la révolution orange », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 4, décembre 2006, p. 169 sq.

yeux de l'équipe orange, des pires dérives de l'ère Koutchma – et son remplacement par Alexeï Ivchenko, un proche du président par ailleurs responsable du Congrès des nationalistes ukrainiens, une petite formation rattachée à Notre Ukraine. Des contacts sont également renoués avec le trader Itera, réputé proche du Premier ministre de l'époque¹⁰.

Au plan international, l'objectif est de conforter l'indépendance énergétique de l'Ukraine en desserrant l'étau de la Russie. En mars 2005, Viktor Iouchtchenko se rend successivement en Allemagne – où il obtient de la Deutsche Bank un crédit de 2 milliards de dollars aux fins de modernisation du réseau de gazoducs ukrainiens – puis au Turkménistan, principal fournisseur de l'Ukraine, afin de convaincre Saparmourad Niazov de revenir sur une hausse des prix du gaz décidée quelques semaines plus tôt. Des processus comparables sont observés dans le domaine pétrolier. Le cabinet Timochenko réaffirme son intention de réviser les termes de l'accord signé le 27 juillet 2004 avec la compagnie pétrolière anglo-russe TNK-BP sur l'utilisation en sens nord-sud de l'oléoduc Odessa-Brody¹¹.

Le différend gazier entre Moscou et Kiev, qui aboutira à la rupture des approvisionnements russes vers l'Ukraine le 1^{er} janvier 2006, remonte au 28 mars 2005. Ce jour-là, une délégation ukrainienne conduite par Alexeï Ivchenko et le nouveau ministre de l'Énergie, Ivan Platchkov, expose aux responsables de Gazprom leur vision de ce que doivent être désormais les relations gazières bilatérales. Kiev revendique la moitié des revenus générés par le transit du gaz turkmène *via* le territoire russe. Gazprom indique qu'il ne voit pas d'objection à l'entrée de Naftogaz Ukraïny dans le capital de RUE, à condition toutefois de pouvoir conserver 50 % des parts. Surtout, la partie ukrainienne propose à la Russie de revoir les modalités du transit à destination de l'Europe. En lieu et place des 24 milliards de m³ fournis annuellement par Gazprom au titre du paiement des droits de transit (volume calculé selon un ratio de 1,09 dollar/1 000m³ pour 100 km parcourus), Kiev souhaite

¹⁰ O. Āhno et A. Mušak, « Gaz-politika: uroki prošlogo i perspektivy » [Gaz-politique : leçons du passé et perspectives], 28 février 2007, disponible sur <www.glavred.info>.

¹¹ Inauguré en septembre 2001, cet oléoduc d'une capacité annuelle de 14,5 millions de tonnes a été construit à l'initiative du gouvernement ukrainien dans la perspective de l'acheminement d'une partie du pétrole de la Caspienne vers les marchés européens. S'inscrivant dans une démarche de diversification des approvisionnements et appelé à donner corps au GUAM [Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldova], ce projet est soutenu par les États-Unis et l'UE, en particulier par la Pologne, qui envisage de construire une extension vers le terminal de Gdansk. Toutefois, en l'absence de volumes de brut disponibles, le tube est longtemps resté vide. Dans ce contexte, la compagnie TNK-BP propose, en 2003, d'utiliser l'oléoduc dans un sens Nord-Sud afin d'exporter une partie de son pétrole. Intéressante financièrement à court terme, mais risquant de compromettre les objectifs stratégiques de l'Ukraine, cette proposition a profondément divisé l'establishment ukrainien, au même titre que le projet de consortium gazier. Finalement, en juillet 2004, Kiev a donné son aval. L'utilisation « inversée » de l'oléoduc Odessa-Brody devrait être prorogée jusqu'en 2009.

désormais être payé en cash, les royalties devant être alignées sur le niveau européen (soit à l'époque 1,75 à 2 dollars/1 000m³ pour 100 km). Le PDG de Gazprom, Alexei Miller, prend son homologue ukrainien au mot et annonce que sa société livrera désormais son gaz au prix européen (soit 160 dollars/1 000m³). Du fait de la hausse des cours mondiaux des hydrocarbures, la perte sèche immédiate de l'Ukraine dans l'hypothèse d'une application des règles de marché s'élèverait à plus de 2,5 milliards de dollars.

La partie ukrainienne cherchera alors à faire machine arrière. Pendant l'été et l'automne 2006, Kiev mettra en avant l'accord décennal de coopération signé en 2003, aux termes duquel la Russie s'engage à ne pas revoir à la hausse les tarifs du transit jusqu'en 2009. Mais une brèche était ouverte, dans laquelle Moscou allait s'engouffrer. Les négociations bilatérales, qui se déroulent dans un contexte de plus en plus dramatique au fur et à mesure qu'approche la date butoir du 31 décembre 2005 fixée par Gazprom pour trouver un accord, portent désormais sur l'ampleur de la hausse des prix, et non plus sur son principe¹². Dans le même temps, afin de contrecarrer une hypothétique alliance de revers entre l'Ukraine et les autres pays producteurs de la Communauté des États indépendants (CEI), Gazprom finalise avec l'Ouzbékistan – goulot d'étranglement du gazoduc Asie centrale/Russie – un accord par lequel il devient l'opérateur exclusif des flux de gaz naturel transitant par le territoire ouzbek.

Les négociations entre Naftogaz et Gazprom au cours de l'année 2005 reflètent l'impréparation de la partie ukrainienne qui pense pouvoir régler en quelques mois le défi stratégique de long terme qu'est la dépendance énergétique du pays et qui sous-estime systématiquement la détermination du Kremlin, pour lequel la « révolution orange » a constitué un traumatisme majeur et qui entend faire de la « question ukrainienne » un exemple de sa nouvelle diplomatie énergétique.

¹² A. Dubien, *op. cit.* [9], p. 172 sq.

Accords du 4 janvier 2006 : le triomphe de RosUkrEnergo

Les accords signés à Moscou le 4 janvier 2006 entre les représentants de Gazprom, de Naftogaz Ukraïny et de RosUkrEnergo ont suscité des réactions diamétralement opposées en Ukraine. Présentés par le président Iouchtchenko comme un « compromis » garantissant des « relations transparentes et mutuellement avantageuses » entre la Russie et l'Ukraine, ils sont qualifiés de « Pearl Harbor du service diplomatique ukrainien » par Alexandre Tchaly, l'ex-vice ministre des Affaires étrangères, voire même de « crime contre la nation » par Sergeï Taruta, le président de l'Union industrielle du Donbass (ISD), l'un des rares « oligarques » qui avait soutenu Viktor Iouchtchenko lors de la campagne présidentielle de 2004. Le 10 janvier, l'opposition au président – parti des Régions, communistes, mais également les partisans de Ioulia Timochenko, qui a été démise de ses fonctions à la tête du gouvernement en septembre 2006 – vote à la Rada (Parlement ukrainien) une motion de censure contre le cabinet du nouveau Premier ministre Iouri Ekhanourov¹³. À quelques semaines seulement du scrutin législatif du 26 mars, la question gazière devient un enjeu politique majeur.

Dans un premier temps, les critiques des accords du 4 janvier se sont focalisées sur trois points. Tout d'abord, le prix du gaz importé, élément en apparence central du bras de fer avec Moscou. Son niveau, 95 dollars/1 000m³, est – aux termes de l'article 4 – « en vigueur au premier semestre 2006 ». Aucune garantie n'est donnée par la Russie au-delà de cette échéance. Ensuite, le rôle central dévolu à la société de droit suisse RusUkrEnergo, qui se voit accorder un monopole pour les livraisons de gaz à l'Ukraine. Ce point constitue un revers symbolique majeur pour Viktor Iouchtchenko, qui avait fait de la rupture avec les pratiques de l'ère Koutchma l'un des impératifs de sa politique et qui est contraint d'accepter un intermédiaire dont l'opacité nourrit de forts soupçons de corruption, y compris dans son entourage immédiat¹⁴. L'Ukraine s'est en outre privée de son principal atout stratégique en dissociant la question du

¹³ G. Duchêne et A. Dubien, *op. cit.* [1], p. 40.

¹⁴ Pour une présentation approfondie de RUE, voir *Ukraine Intelligence*, n° 5, 19 janvier 2006. À propos des administrateurs russes de RUE, O. Paltchikov et K. Tchouïtchenko, par ailleurs membres du directoire de Gazprom, voir R. Chleïnov, chef du service Enquêtes, *Novaïa Gazeta*, 6 février 2006, <www.novgaz.ru/data/2006/08/00.html>.

transit du gaz russe – dont les modalités sont fixées pour une durée de cinq ans – de celle de ses approvisionnements gaziers¹⁵. Enfin, Naftogaz Ukraïny doit renoncer à toute réexportation de gaz russe, une disposition qui prive l'opérateur ukrainien d'environ 800 millions de dollars de recettes annuelles.

Les accords du 4 janvier stipulent par ailleurs que RosUkrEnergó et Naftogaz Ukraïny doivent créer, dans un délai d'un mois, une joint-venture chargée de la distribution sur le marché intérieur ukrainien. UkrGaz-Energó (UGE), qui voit le jour le 2 février 2006, commercialisera 32 milliards de m³ en 2006. Plus discrète encore que son actionnaire suisse, UGE joue un rôle majeur et pourtant largement sous-estimé dans la reconfiguration actuelle du paysage énergétique ukrainien. Alors qu'elle est censée représenter aussi les intérêts de l'État, co-actionnaire à hauteur de 50 % par le biais de Naftogaz Ukraïny, UGE joue en réalité le rôle de cheval de Troie de RosUkrEnergó et de Gazprom. Le PDG d'UkrGaz-Energó, Igor Voronine, également numéro deux de Naftogaz Ukraïny, est en effet, avec l'actuel ministre de l'Énergie, Iouri Boïko, à l'origine de RosUkrEnergó. Depuis le printemps 2006, on assiste à la montée en puissance d'UGE, en passe de marginaliser Naftogaz Ukraïny sur le marché des clients industriels.

Privé de ses deux principales sources de revenus (distribution et réexportation) et soumis par ailleurs à une pression fiscale croissante (15 milliards de hryvnas aux termes de la loi de Finances 2007 – soit environ 2,2 milliards d'euros – contre 2,5 milliards de hryvnas en 2006), l'opérateur public est actuellement confronté à une situation financière très difficile. Certains observateurs ukrainiens considèrent que les accords du 4 janvier 2006 ont pour objectif ultime la mise en faillite de Naftogaz, ce qui faciliterait la prise de contrôle du réseau de gazoducs d'exportation par son créancier indirect, Gazprom¹⁶. Le refus de livraisons signifié le 2 novembre 2006 par UGE à 16 grandes entreprises industrielles – dont la plupart sont contrôlées par Igor Kolomoïsky, un oligarque proche de Ioulia Timochenko, et convoitées par le principal actionnaire ukrainien de RosUkrEnergó, Dmitri Firtach – confirme que le nouvel opérateur est loin d'être neutre¹⁷. De fait, la redistribution des cartes sur le marché gazier ukrainien ouvre potentiellement la voie à un vaste transfert de

¹⁵ Le texte rendu public début janvier ne constituait en réalité que la partie émergée de l'iceberg. On apprendra grâce à un article publié le 4 février par l'hebdomadaire *Zerkalo Nedeli* que la délégation ukrainienne a en réalité signé sept documents à Moscou. Parmi ces documents – dont l'existence a longtemps été niée par les négociateurs, Ivan Platchkov et Alexeï Ivchenko, y compris en conseil des ministres à la mi-janvier –, les plus importants concernent les conditions de stockage – extrêmement avantageuses – du gaz de RUE en Ukraine. Voir I. Mostovaâ et A. Erêmenko, « Soveršite vy massu otkrytij, inogda ne želaâ togo » [Vous ferez une masse de découvertes, parfois sans le vouloir], *Zerkalo Nedeli*, n° 4, 4-10 février 2006, disponible sur <www.zn.ua/1000/1030/52513/>.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ukraine Intelligence*, n° 23, 10 novembre 2003, p. 3. Igor Kolomoïsky annoncera, fin février 2006, qu'il cède sa participation dans DneproAzot, l'une des sociétés visées.

propriété des actifs industriels, processus que freinent toutefois les rivalités au sein du nouveau gouvernement.

Les stratégies gazières du gouvernement Ianoukovitch

Le 4 août 2006, la Rada entérine la désignation de Viktor Ianoukovitch au poste de Premier ministre. Dix-huit mois après son humiliante défaite au troisième tour de l'élection présidentielle du 26 décembre 2004, le chef du parti des Régions prend une revanche aussi éclatante qu'inattendue sur le camp orange. Ayant obtenu 243 mandats sur 450 aux législatives du 26 mars 2006, le parti présidentiel Union populaire Notre Ukraine, le Bloc de Ioulia Timochenko et le parti socialiste ne sont en effet pas parvenus à constituer une coalition, tant en raison de divergences de fond – en particulier sur la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) que de rivalités personnelles insurmontables. Finalement, début juillet, le parti socialiste annonce qu'il se joint au parti communiste et au parti des Régions afin de constituer une « coalition anti-crise », un revirement qui ouvre la voie à une cohabitation entre Viktor Iouchtchenko et Viktor Ianoukovitch¹⁸.

Kliouev vs Boïko : le nouveau partage du secteur énergétique

Fruit d'un compromis entre les deux têtes de l'exécutif, le nouveau gouvernement ukrainien comprend un certain nombre de fidèles du président (en tout huit ministres, dont la plupart démissionneront en octobre après la rupture définitive des pourparlers entre Notre Ukraine et le parti des Régions sur une « grande coalition »). Le bloc économique est toutefois sous le contrôle des fidèles de Viktor Ianoukovitch. Au cœur de toutes les convoitises, les postes liés au secteur énergétique sont partagés entre deux groupes d'influence rivaux. Iouri Boïko, l'homme de RosUkrEnergo, est nommé à la tête du ministère de l'Énergie, tandis qu'Andreï Kliouev devient vice-Premier ministre en charge des questions énergétiques. Originaire de Donetsk – où il fut successivement numéro deux de l'Assemblée régionale, adjoint au maire puis vice-gouverneur –, Andreï Kliouev

¹⁸ G. Duchêne et A. Dubien, « Ukraine 2006 : de bons scores économiques en dépit d'une cohabitation à couteaux tirés », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1059, p. 30-49.

avait déjà exercé ces fonctions entre 2002 et 2004 dans le premier gouvernement Ianoukovitch. Il est à la tête d'une holding (Ukrpodchipnik) qui regroupe une douzaine d'entreprises présentes principalement dans le domaine de l'énergie. Au cours de l'automne 2006, Andreï Kliouev place plusieurs de ses proches à des postes clés : Vladimir Cheloudtchenko obtient la présidence de Naftogaz Ukraïny, Alexandre Rogozine est nommé à la tête de la Commission nationale de régulation de l'Énergie et Igor Kiriouchine remplace Alexandre Todiïtchouk – principal promoteur de l'oléoduc Odessa-Brody, censé évacuer une partie des huiles de la Caspienne – à la direction de l'opérateur public Ukrtransnafta, qui gère le réseau de pipelines du pays. Iouri Boïko sait, quant à lui, pouvoir compter sur le soutien d'Igor Voronin (Naftogaz Ukraïny/UkrGazEnergo) et de Sergey Levotchkine, le chef de cabinet de Viktor Ianoukovitch. Le ministre de l'Énergie ne fait en revanche pas partie du cercle d'influence de Rinat Akhmetov, le PDG de la holding System Capital Management (SCM), première fortune d'Ukraine et homme fort du parti des Régions.

Les luttes d'influence au sein du gouvernement Ianoukovitch ne renvoient pas à des divergences de vue fondamentales sur la sécurité énergétique du pays ou sur son positionnement international, mais à des intérêts inconciliables quant au partage des flux financiers liés au négoce gazier. Le clan Firtash-Boïko-Voronin (avec, en toile de fond, Semion Mogilevitch) œuvre au statu quo, avec le soutien de certains dirigeants de Gazprom (Tchouïtchenko et Paltchikov, membres du comité exécutif et co-présidents de RUE) mais aussi d'une partie l'entourage de Viktor Iouchtchenko, partie prenante des négociations de janvier 2006¹⁹. Andreï Kliouev représente avant tout les intérêts des industriels du Donbass, très sensibles à la hausse des prix du gaz. Il cherche, avec le soutien de Viktor Ianoukovitch et du ministre des Finances, Nikolaï Azarov, à convaincre la Russie de revenir à une relation gazière intergouvernementale directe.

On pouvait se poser la question si l'arrivée au pouvoir à Kiev de forces réputées sensibles aux intérêts russes allait conduire Gazprom (par le biais de RosUkrEnergo) à faire preuve de modération dans sa politique tarifaire, confirmant ainsi la nature essentiellement politique de la guerre du gaz. Les signaux émanant du gouvernement ukrainien et du Kremlin à la fin de l'été 2006 tendent dans un premier temps à corroborer cette hypothèse. Soucieuse de ne pas mettre en difficulté le parti des Régions et ses alliés, la Russie fait savoir que le prix du gaz livré à l'Ukraine sera maintenu à 95 dollars/1 000m³ jusqu'à la fin de l'année (alors même que le Turkménistan le facture 100 dollars/1 000m³ à RUE depuis le 1^{er} juillet). Les négociations entre Moscou et Kiev aboutissent à la signature, le 24 octobre, d'un document fixant à 130 dollars/1 000m³ le prix du gaz vendu à l'Ukraine en 2007, un sursis plus qu'une dérogation à la nouvelle doctrine de Gazprom, puisque les tarifs internationaux seront appliqués à compter du 1^{er} janvier 2008.

¹⁹ A. Dubien, *op. cit.* [9], p. 171 sq.

Le consortium gazier, ou l'éternel retour

En apparence clos, le dossier gazier s'est toutefois de nouveau trouvé, début 2007, au cœur de l'actualité politique et économique ukrainienne. Le premier signal est venu du forum de Davos, où Viktor Ianoukovitch a laissé entendre qu'un retour aux accords russo-ukrainiens en vigueur avant la guerre du gaz était possible. Puis, le 29 janvier, Andreï Kliouev déclarait, lors d'une conférence à Bruxelles, que le gouvernement ukrainien conduisait des négociations à ce sujet avec Gazprom. Enfin, le 1^{er} février, Vladimir Poutine confirmait, lors de sa conférence de presse annuelle au Kremlin, que l'Ukraine avait fait des propositions « révolutionnaires » à la Russie. Selon lui, Kiev était prêt à remettre à l'ordre du jour la question du consortium gazier, en échange d'une prise de participation dans certains gisements russes.

Sur ce dossier, la partie ukrainienne poursuivait trois objectifs. En premier lieu, elle voulait obtenir un accès direct aux matières premières et ainsi sécuriser ses approvisionnements à long terme. Viktor Ianoukovitch espérait aussi sans doute que Gazprom, une fois obtenue la cogestion du tube d'exportation, accepterait de maintenir les tarifs du gaz à leur niveau actuel au-delà de 2007. Accessoirement, il s'agissait de remettre en cause le monopole de RosUkrEnergó, une structure jugée d'autant plus inutile qu'elle échappait au contrôle du parti des Régions.

Finalement, la question du consortium gazier a été enterrée aussi rapidement qu'elle avait surgi. Le 6 février, le Parlement ukrainien a voté un projet de loi présenté par Ioulia Timochenko qui interdisait la privatisation des gazoducs d'exportation, ainsi que toute modification de leur statut. Ce texte a fait la quasi-unanimité à la Rada (il a été soutenu par 430 députés). Les interlocuteurs du Kremlin et de Gazprom ont fait alors machine arrière. Nikolaï Azarov a précisé qu'un transfert de propriété n'avait jamais été envisagé. Viktor Yanoukovitch a soutenu pour sa part que les discussions avec la Russie n'avaient porté que sur l'éventuelle construction d'un nouveau tronçon et non sur les capacités existantes, des propos peu conformes au caractère « révolutionnaire » des propositions ukrainiennes évoqué par Vladimir Poutine. L'ambassadeur de Russie à Kiev, Viktor Tchernomyrdine, a jugé utile d'ajouter que la Russie n'avait pas besoin des gazoducs ukrainiens.

Ce nouvel imbroglio, dont Gazprom et la Russie sont sortis plutôt affaiblis, confirmait l'extrême opacité des relations bilatérales dans le domaine énergétique. Il coïncidait avec une nouvelle exacerbation des tensions entre les principaux protagonistes de la scène gazière ukrainienne. Viktor Ianoukovitch a rencontré, le 13 février, Igor Makarov, le PDG d'Itera, qu'il souhaitait voir concurrencer RosUkrEnergó. Le 1^{er} mars, Iouri Boïko a fait nommer un de ses proches, Evguéni Bakouline, à la présidence de Naftogaz

Ukraïny, en remplacement de Vladimir Cheloudtchenko, démissionnaire²⁰. Les modalités de la relation gazière bilatérale (au moins dans son volet approvisionnement) étant *in fine* du ressort de Gazprom et du Kremlin, les clans ukrainiens ont cherché des soutiens à Moscou. Le président du Comité de la Douma pour l'Énergie, le Transport et les Télécommunications, Valéry Iazev, ainsi que Viktor Golubev, un membre du comité exécutif proche de Vladimir Poutine – issu comme le président russe du Service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB) et ayant travaillé à la mairie de Saint-Pétersbourg dans la première moitié des années 1990 –, se sont prononcés plus ou moins explicitement en faveur de l'éviction de RosUkrEnergo. En réponse, l'opérateur suisse et ses relais à Kiev ont fait de nouvelles propositions à Gazprom. Le transfert, sous une forme ou sous une autre, du réseau ukrainien de gazoducs d'exportation n'étant plus à l'ordre du jour, Iouri Boïko s'est déclaré favorable à la cession du réseau de distribution intérieure et a œuvré, de concert avec Dmitri Firtach, au rachat de plusieurs compagnies régionales (Oblgaz)²¹.

²⁰ *Kommersant-Ukraïna*, 2 mars 2003.

²¹ Les dirigeants de six compagnies régionales (Zakarpagaz, Volynagaz, Lvovgaz, Ivano-Frankovskgaz, Tchernovtsygaz et Tchernigovgaz) convoitées par RUE ont révélé, lors d'une conférence de presse à Kiev en janvier 2007, que les contrôles fiscaux et autres vérifications sanitaires – souvent prétexte et prélude à un changement de mains en ex-URSS – s'étaient multipliés ces dernières semaines à l'encontre de leurs sociétés.

Conclusion

Quinze ans après l'effondrement de l'URSS, la question gazière se trouve au cœur des défis intérieurs et extérieurs auxquels est confrontée l'Ukraine. La modernisation économique du pays – condition de son rapprochement avec l'UE – passe avant tout par une réforme en profondeur de son appareil de production. Au plan politique, la perpétuation de modes de gestion de la question gazière fondés sur l'opacité nourrit la corruption au sein des élites dirigeantes et constitue l'un des principaux obstacles à la rupture avec l'héritage post-soviétique. Enfin, la politique étrangère et de sécurité de l'Ukraine est et sera sans doute encore durablement conditionnée par la vulnérabilité du pays en ce qui concerne ses approvisionnements en hydrocarbures.

À cet égard, le facteur russe est évidemment central. Souvent analysée à travers le prisme des ambitions néo-impériales de Moscou, la stratégie des protagonistes de la relation avec l'Ukraine renvoie à des intérêts et des logiques pluriels. Que le Kremlin fasse de l'énergie l'un des vecteurs privilégiés de sa stratégie d'influence relève de l'évidence. Il est en revanche plus difficile de faire la part des choses entre les intérêts de l'État russe, ceux de Gazprom et ceux des individus concernés. Le maintien, au mépris de toute rationalité économique, du trader RosUkrEnergO comme intermédiaire obligé des relations gazières entre l'Ukraine et la Russie est l'illustration la plus frappante de cette symbiose ambiguë, voire incestueuse. La modération dont a fait preuve Gazprom à l'automne 2006 n'est sans doute pas étrangère aux prises de positions du Premier ministre ukrainien Viktor Ianoukovitch sur l'OTAN²², ce qui confirmerait l'existence d'un lien entre les questions énergétiques et les grands dossiers stratégiques. *A contrario*, l'alignement des prix du gaz sur les tarifs internationaux, prévu pour 2008, témoigne d'une certaine banalisation de l'Ukraine dans la perception russe et d'une autonomisation de la question gazière, comme si c'était le Kremlin qui était au service de Gazprom et non l'inverse.

Les changements survenus au Turkménistan après la disparition de Saparmourad Niazov et la nouvelle crise politique ayant éclaté à Kiev début avril 2007 peuvent-ils avoir un impact sur la

²² En visite à Bruxelles le 14 septembre 2006, V. Ianoukovitch déclare que l'Ukraine va « faire une pause » dans son rapprochement avec l'Alliance atlantique. L'OTAN n'invitera finalement pas l'Ukraine à adhérer au plan d'action pour l'adhésion (*Membership Action Plan*, MAP) lors du sommet de Riga fin novembre 2006.

problématique énergétique du pays ? Le nouveau président turkmène, Gourbangouly Berdymoukhammedov, ne paraît pas désireux de remettre en cause les accords signés en 2003 avec Gazprom, une situation qui exclut donc *a priori* que Kiev puisse renouer des relations gazières bilatérales directes mais qui offre à l'Ukraine certaines garanties quant au volume de ses approvisionnements, lesquels pourraient être remis en question au cas où Ashkhabad réaliserait les projets de gazoducs d'exportation vers la Chine ou le sous-continent indien. L'épreuve de force entre Viktor Iouchtchenko et Viktor Ianoukovitch autour de la dissolution du Parlement n'est pas directement liée à la problématique gazière, même si le noyautage systématique du secteur énergétique par les différents clans gravitant autour du Premier ministre a sans doute pesé dans le constat d'« usurpation du pouvoir » mis en avant par le président pour justifier sa décision. Un retour de Ioulia Timochenko aux affaires, si son parti devait remporter d'éventuelles élections législatives anticipées, aurait sans doute pour conséquence une nouvelle remise à plat – à défaut d'un assainissement – des relations gazières entre l'Ukraine et la Russie.